

Le dollar canadien

devrait prendre son courage à deux mains et annoncer des élections afin que nous puissions commencer à résoudre les problèmes du Canada. D'après moi, les ministériels devraient porter une plume blanche à la boutonnière et non pas une rose rouge. Ils devraient arborer une plume blanche quand ils viennent à la Chambre. C'est ce qu'ils méritent. Ils ont peur du public canadien. Ils ont peur du peuple canadien.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: La seule chose qui a augmenté depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, c'est le nombre de faillites. Le nombre de faillites a augmenté de 41 p. 100 cette année. Il y en a eu 5,500. Le prix des aliments a augmenté énormément. C'est à peu près la seule chose qui ait augmenté. Tout le reste a baissé. La valeur du dollar et de tout le reste est en train de baisser. Parlons maintenant du dollar canadien. Comment le gouvernement expliquera-t-il au peuple canadien les 3 milliards de dollars dépensés chaque année par le Canada pour importer des produits alimentaires? C'est le montant qui a été dépensé en 1977. L'indice du prix des aliments a augmenté de 15.5 p. 100 l'année dernière. En moyenne, les Canadiens ont dépensé 21.5c. de chaque dollar consacré à la consommation pour acheter des aliments.

Le pouvoir d'achat du dollar canadien à l'étranger a baissé de 8c. par rapport à l'année dernière. La valeur du dollar a baissé et le prix des aliments importés a augmenté en conséquence. Quelle est la politique du gouvernement à propos des 15 p. 100 de fruits frais et en conserve que nous achetons à l'étranger au coût de 650 millions de dollars? Va-t-il produire quelque chose que les Canadiens peuvent manger pour remplacer ces fruits frais ou en conserve? Le Canada va-t-il commencer à cultiver le café pour économiser les 420 millions de dollars que nous avons dépensés l'année dernière pour en importer? Nous avons dépensé 400 millions de dollars pour l'importation de légumes frais et en conserve; 295 millions pour la viande; 230 millions pour le sucre. Le gouvernement a imposé ce fardeau supplémentaire à tous les consommateurs canadiens à cause de son incompétence monstre et parce qu'il tient davantage à la puissance politique qu'au bien du Canada. Voilà ce qu'a fait le gouvernement. Il n'a pas le courage de le reconnaître ou d'affronter la population canadienne. Les libéraux, qui cherchent désespérément à s'accrocher au pouvoir, se contentent de sourire, de grimacer, et de louvoyer en attendant la fin de leur mandat de cinq ans.

Vérifions tout de suite s'ils ont raison. Vérifions, sans plus attendre, si les journalistes canadiens ont tort ou raison, et ce que désire la population. Croyez-moi, elle tient à se débarrasser de toute cette bande. Comme nous, elle attend l'occasion de s'en débarrasser. Les libéraux traitent nos motions avec mépris, comme si elles n'avaient aucune importance. Aujourd'hui, nous avons entendu le ministre des Transports et le secrétaire parlementaire nous traiter avec mépris quand nous avons demandé que le Parlement se penche sur la chute du dollar canadien, et les politiques gouvernementales qui ont fait descendre notre monnaie à son niveau le plus bas. Ils méprisent nos efforts. Le premier ministre (M. Trudeau) n'est même pas ici. Que valent les ministres chargés des finances et de l'économie? Pas grand-chose. Le ministre des Transports a essayé de museler la presse, en Saskatchewan, en chassant les journalistes du *Leader Post*, de Regina.

[M. Crosbie.]

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'informer le député que son temps de parole est écoulé.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, c'est avec grand plaisir que je participe à ce débat. En écoutant le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), je me suis demandé s'il fallait vraiment les prendre au sérieux, lui et son chef. Le député de Saint-Jean-Ouest a prétendu avoir été ministre des Finances à Terre-Neuve. Il a prétendu s'y connaître en chiffres. Néanmoins, après avoir examiné ses chiffres et l'avoir écouté, je ne pense pas pouvoir lui faire confiance. Par exemple, il a prétendu que le gouvernement avait accumulé la plus grosse dette publique de notre histoire. S'il avait examiné les chiffres, le député aurait vu que c'est l'ancien gouvernement conservateur fédéral qui a accumulé une dette publique nette . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: Je parle de 1962. A cette époque, sous Diefenbaker, la dette du Canada a atteint 33.4 p. 100 du produit national brut.

Des voix: C'est une honte!

M. Gillespie: Aujourd'hui la dette nationale nette atteint 18.9 p. 100 du produit national brut.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: A entendre la volubilité du député de Saint-Jean-Ouest, on aurait juré quelqu'un qui a perdu la boussole. Peut-être n'est-ce pas si surprenant car, après tout, le député a essayé d'être nommé chef du parti libéral à Terre-Neuve et a raté son coup. On lui a fermé la porte au nez. Ensuite il a recherché la direction du gouvernement conservateur à Terre-Neuve et, une fois de plus, il a raté le coche. Il n'y a pas longtemps le chef de ce gouvernement a décidé de donner sa démission, et où se retrouve le député? Il se retrouve dans l'opposition, à Ottawa. Il doit en prendre son parti et se résigner à rester à Ottawa dans l'opposition.

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: En écoutant le chef de l'opposition (M. Clark), je me suis demandé s'il pensait qu'on le prendrait au sérieux. Après tout, c'est lui qui a choisi le sujet, le moment du débat et le libellé de la motion. Il a choisi également de porter la question au débat quand le ministre des Finances (M. Chrétien) est absent du Canada, sachant pertinemment que le ministre ne pourrait participer au débat.

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: Les Canadiens sont en droit de se demander si le chef de l'opposition pose la question sérieusement. Pourquoi n'a-t-il pas choisi de porter la question au débat lorsque le ministre des Finances était au Canada?

M. Gillies: Pourquoi n'est-il pas ici?

M. Gillespie: Il est évident que le leader de l'opposition considère cette importante question de manière assez irréfléchie. Il préfère éviter le fond du débat comme il préfère éviter d'assister aux audiences du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, devant lequel le gouverneur de la Banque du Canada a témoigné la semaine